



Direction départementale  
des Territoires de la Loire

**ARRETE PREFECTORAL N° DDT-17-0530  
PORTANT LIMITATION PROVISOIRE DE CERTAINS USAGES DE L'EAU DANS  
LE DÉPARTEMENT DE LA LOIRE**

Le Préfet de la Loire

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 211-3, L215-7, L215-9, L215-10 R 211-66 à R 211-70,  
**Vu** le Code de la Santé Publique,  
**Vu** le Code Civil, notamment les articles 640 à 645,  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2212-2-5,  
**Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2015,  
**Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse approuvé le 3 décembre 2015,  
**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n° DT-14-720 en date du 30 août 2014 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Loire en Rhône-Alpes,  
**Vu** l'arrêté n° DT-16-0463 en date du 4 mai 2016, définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou conséquences d'une sécheresse pour le département de la Loire (arrêté-cadre sécheresse),

**Considérant** que les débits des cours d'eau du département de la Loire enregistrent une forte dégradation et que les prévisions météorologiques n'annoncent pas de pluie significative avant plusieurs jours,

**Considérant** que l'article 3 de l'arrêté cadre sécheresse du département de la Loire n° DT-16-0463 du 4 mai 2016 définit les valeurs de débits moyens journaliers des points de surveillance déclenchant la mise en vigilance puis différents niveaux gradués de restriction des usages de l'eau dans les 9 zones de suivi sécheresse du département de la Loire,

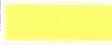
**Considérant** la nécessité de prévenir toute pénurie des ressources en eau du fait de la sécheresse actuelle afin de préserver la santé, la salubrité publique, l'alimentation en eau potable, l'alimentation en eau du bétail et les écosystèmes aquatiques,

**Considérant** que l'article L211-3 du code de l'environnement stipule qu'il convient « de prendre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau, pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie »,

**Sur proposition** du secrétaire général de la Préfecture de la Loire,

## ARRETE

**Article 1 : Situation des différentes zones de suivi sécheresse du département de la Loire**  
Au regard des différents critères définis dans l'arrêté préfectoral n°DT-16-0463 du 4 mai 2016 susvisé, la situation des différentes zones de suivi sécheresse du département est la suivante :

Zones de suivi sécheresse	Points de surveillance	Seuil atteint	
RM1 – Pilat Sud	La Cance à Sarras	Vigilance	
RM2 – Gier	Le Gier à Rive-de-Gier	Alerte	
LB1 – Fleuve Loire amont	La Loire à Bas-en-Basset	Vigilance	
LB2 – Sud Loire	La Semène à Saint-Didier-en-Velay	Vigilance	
LB3 – Fleuve Loire aval	La Loire à Villerest	Vigilance	
LB4 – Monts du Forez	L'Aix à Saint-Germain-Laval	Vigilance	
LB5 – Monts du Lyonnais	La Coise à Saint-Médard-en-Forez	Vigilance	
LB6 – Roannais	La Teyssonne à la Bénison-Dieu	Vigilance	
LB7 – Rhins-Sornin	Le Rhins à Saint-Cyr-de-Favières	Vigilance	

La carte présentée en annexe n°1 au présent arrêté illustre les seuils d'alerte par zone de suivi sécheresse conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°DT-16-0463 du 4 mai 2016 susvisé.

La liste des communes concernées par chaque zone de suivi sécheresse en fonction de l'origine de la ressource en eau mobilisée (prélèvement dans le milieu naturel ou à partir du réseau d'eau potable de la commune) figure en annexe n°2 du présent arrêté.

### Article 2 : Mesures de limitation des usages de l'eau

Les mesures de limitation des usages de l'eau concernent les communes de la zone de suivi « Gier » (RM2), elles ne s'appliquent pas aux retenues de stockage.

Les mesures de limitation des usages de l'eau prévues par l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°DT-16-0463 du 4 mai 2016 susvisé sont mises en œuvre à compter de la publication du présent arrêté en fonction de la situation des différentes zones de suivi sécheresse établie à l'article 1 du présent arrêté.

L'annexe n°3 du présent arrêté rappelle les usages concernés et le contenu de ces mesures de restriction.

### Article 3 : Période de validité

Les mesures de limitation des usages de l'eau du présent arrêté sont en vigueur jusqu'au 30 septembre 2017. Toutefois, ces mesures peuvent être prorogées, annulées ou renforcées en fonction de l'évolution de la situation météorologique et hydrologique.

### Article 4 : Sanctions

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté sera puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe (jusqu'à 1 500 euros, et 3 000 euros en cas de récidive).

**Article 5 : Conditions de dérogations**

Les demandes de dérogations aux arrêtés de limitation ou de restriction des usages sont adressées à la Direction Départementale des Territoires de la Loire. Elles indiquent l'usage visé, la ressource en eau concernée, précisent les conséquences de l'application stricte des mesures de l'arrêté pour l'activité concernée, ainsi que les dates et horaires pour lesquelles cette dérogation est demandée.

**Article 6 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de LYON (184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 7 : Publication**

Le présent arrêté est adressé pour affichage dans les mairies de chaque commune du département en un lieu accessible à tout moment, mention en est insérée dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de la Loire.

Le présent arrêté sera publié au registre des actes administratifs du département de la Loire et sur le site internet de la préfecture de la Loire.

**Article 8 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire,  
Le sous-préfet de Roanne,  
Le sous-préfet de Montbrison,  
Le directeur Départemental des Territoires,  
Le directeur Départemental de la Protection des Populations,  
Le directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement,  
Le délégué territorial de la Loire de l'agence régionale de Santé  
Les maires des communes de la Loire,  
Le commandant du Groupement de Gendarmerie Départemental,  
Le directeur Départemental de la Sécurité Publique,  
Le chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité,  
Le chef du service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,  
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Etienne, le 18 JUIL. 2017

  
Evence RICHARD